

**Eaux usées de Montréal:  
Une désinfection des rejets d'eaux s'impose toute l'année**

Montréal, le 2 décembre 2015 – La Fondation Rivières demande au ministre Heurtel de justifier sa décision à l'effet que la ville de Montréal n'a pas à désinfecter ses eaux usées tout au long de l'année. Cette démonstration relève de la responsabilité de l'État et doit être rendue publique. Et si une désinfection est requise ou souhaitable, pour la ville de Montréal, pourquoi ne le serait-elle pas pour les dix plus grandes stations d'épuration du Québec ?

Pour sa part, la Fondation Rivières estime que le système de désinfection à l'ozone qui sera construit et mis en marche en 2018 à la station d'épuration devrait fonctionner à l'année longue, et non seulement en été. Les contaminants ont des effets sur la flore et la faune aquatique, même en hiver. Les prises d'eau potable situées en aval s'en trouveraient sécurisées et améliorées. Les découvertes récentes indiquent que les eaux usées à la sortie des stations d'épuration contiennent, en plus des coliformes, toute une gamme de produits pharmaceutiques, d'hormones et de virus, autant de produits émergents dont les effets peuvent être importants et conduire notamment à des changements génétiques chez les espèces.

Après avoir investi environ 250 M\$ dans la construction d'un système de traitement à l'ozone, quelle logique peut justifier de ne pas faire fonctionner cet équipement à l'année longue ? Combien en coûterait-il de plus pour chaque Montréalais de faire fonctionner cet équipement six mois supplémentaires ? Mais surtout quelles retombées économiques cela procurerait aux activités liées au Fleuve ? Pourquoi Hydro-Québec n'offrirait-elle pas un tarif préférentiel pour de tels équipements à forte consommation d'électricité tout comme elle en offre un aux grandes industries ?

Une telle politique environnementale devrait être considérée au minimum pour les dix plus grandes stations d'épuration. Le gouvernement du Québec doit resserrer ses exigences et une contribution financière du gouvernement du Canada devrait soutenir de tels projets structurants.

Pour Catherine Huard, directrice générale, « *Les fonctionnaires et dirigeants doivent se justifier scientifiquement. L'époque de la grande noirceur et des déclarations insignifiantes est révolue, on est en 2015. Nous avons constaté lors du Flushgate l'importance accordée par la population à la qualité de l'eau. Nous croyons que les Montréalais souhaitent que leurs eaux usées soient désinfectées à l'année pour qu'elles ne contaminent pas le Fleuve. La conscientisation et les attentes de la population ont grandement évolué. Or, nos dirigeants ne sont pas encore arrivés à ce niveau de conscientisation comme le soulignait récemment Roy Dupuis dans sa lettre ouverte « L'insoutenable désinvolture de nos gouvernements ».* Elle ajoute que des compensations devraient être payées lorsqu'il y a pollution induite, notamment lorsque les exigences du MDDELCC ne sont pas respectées. « *Les municipalités doivent payer pour leur pollution, et non simplement l'envoyer chez leurs voisins en aval !* » conclut-elle.